

14 juin 2002, Québec

Présentation du bilan de la session parlementaire

La session parlementaire qui se termine a été caractérisée par plusieurs initiatives remarquables du gouvernement et l'adoption de lois exceptionnelles, voire courageuses. Ces lois, j'en suis convaincu, amélioreront la qualité de vie des Québécoises et des Québécois.

Avant de dresser le bilan de l'ensemble des réalisations gouvernementales, je souhaite faire état du climat politique de la dernière session parlementaire à Québec. Celle-ci s'est en effet déroulée en grande partie sur fond de controverses tant sur les scènes québécoise que municipale et fédérale.

Les allégations des derniers mois ont causé un tort certain à la crédibilité de mon gouvernement et à l'image de mon parti. J'ai sous-estimé les conséquences de certaines pratiques, naguère acceptées, aujourd'hui réprouvées, et l'impact de celles-ci auprès de la population.

Cependant, et je suis très clair sur cette question, mon gouvernement n'a pas tardé à agir pour apporter les correctifs qui s'imposaient.

En effet, le 18 février 2002, je signalais une directive « Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État ». Cette directive a été émise afin d'encadrer les gestes et actions des hauts fonctionnaires et du personnel politique. Quoique jugée trop sévère par certains, cette directive témoigne fièrement de notre volonté d'agir.

Une loi sur le lobbying a été adoptée à l'Assemblée nationale et place désormais très haut la barre en matière d'éthique. Cette loi, je l'espère, aura le même impact et la même symbolique que celle sur le financement des partis politiques adoptée, il y a plus de vingt ans, par le Parti Québécois. Je suis particulièrement fier du courage et de la détermination dont a fait preuve mon équipe ministérielle, en maintenant le cap sur les priorités que nous nous étions fixées et en mettant en avant une série d'initiatives qui permettront d'améliorer la qualité de vie de tous les Québécois et Québécoises.

Conjoncture économique exceptionnelle

Au premier plan, le Québec connaît présentement une situation économique exceptionnelle. Bien sûr, ce n'est pas le fruit des travaux d'une seule session parlementaire, mais le résultat d'efforts soutenus et systématiques déployés par le gouvernement du Parti Québécois depuis son accession au pouvoir.

Le nombre de Québécois et de Québécoises en emploi s'est accru de plus de 120000 depuis le début de l'année. Cela représente la moitié des emplois créés au Canada pendant cette même période et deux fois plus d'emplois créés qu'en Ontario.

Certes, le Québec bénéficie d'un environnement économique global favorable, mais on ne

le dit pas suffisamment, nous faisons mieux qu'ailleurs. J'ai l'intime conviction que le modèle québécois et les politiques de mon gouvernement ont contribué en grande partie aux succès sans précédent que nous connaissons aujourd'hui.

Une richesse qui profite à tous

Toutefois, force est de constater que cette performance extraordinaire de l'économie n'a pas rejoint tout le monde et toutes les régions

J'ai l'ai dit souvent et je le répète, créer la richesse et des emplois est évidemment nécessaire et c'est ce que nous avons fait avec acharnement au cours de la dernière année avec un succès sans précédent. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi s'assurer que tous profitent de cette prospérité. C'est une question de solidarité et de qualité de vie. C'est pourquoi mon gouvernement a décidé de pousser encore plus loin ses efforts pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale afin que toutes les forces vives du Québec puissent mettre à profit leur potentiel. Outre le rehaussement du salaire minimum, notre gouvernement a déposé un avant-projet de loi et une stratégie novatrice qui placeront le Québec à l'avant-garde des nations en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Les Rendez-vous nationaux des régions

Il faut être solidaire entre individus, mais également entre régions. En effet, certaines régions du Québec, comme la Gaspésie et la Côte-Nord en particulier, demeurent confrontées à des défis importants : le déclin démographique, l'exode des jeunes et une certaine restructuration de leur économie.

C'est pourquoi j'ai convié les leaders régionaux aux Rendez-vous nationaux des régions pour qu'ensemble on puisse définir un nouveau modèle qui devrait permettre au milieu lui-même une prise en charge plus efficace de son développement économique et social.

Éducation

En éducation, la politique de l'éducation des adultes et de formation continue fera évoluer notre main-d'œuvre en fonction des besoins de notre société. Elle constitue un geste supplémentaire du gouvernement du Parti Québécois dans sa lutte à l'exclusion sociale et dans la consolidation d'une société forte, fière et performante. À cela s'ajoutent l'entente sur l'équité salariale et les efforts accrus du gouvernement pour lutter contre le décrochage scolaire.

Santé

À mon arrivée au pouvoir comme premier ministre, j'avais indiqué que nous allions consolider les réformes entreprises par notre gouvernement. À cet égard, nous avons poursuivi nos efforts en mettant en place les premiers groupes de médecine familiale. Afin d'assurer la pérennité du régime d'assurance médicaments, le gouvernement a agi de façon responsable en proposant une hausse raisonnable des paramètres tout en maintenant l'équilibre de notre régime qui, je le rappelle, est l'un des plus généreux en Amérique du Nord.

Entente historique avec les autochtones

Au cours des derniers mois, j'ai eu la chance de conclure des ententes historiques avec les nations crie et inuite. Ces ententes seront profitables à tous les égards, aussi bien pour les peuples autochtones que les Québécois.

Ces ententes conduiront à une nouvelle ère de développement économique, social et culturel.

Déséquilibre fiscal

Le gouvernement a accordé la priorité à la santé, à l'éducation et à la famille. Je suis content des actions que nous avons posées pour améliorer la qualité de vie de nos concitoyens et je sais que nous pourrions faire encore mieux si nous disposions de l'ensemble des moyens nécessaires à la réalisation de nos mandats.

Le déséquilibre fiscal qui prive chaque semaine le Québec de 500000000 \$ n'est pas un sujet technique qui n'intéresse que quelques spécialistes des questions fiscales. Imaginez ce que nous pourrions réaliser avec ces montants : c'est davantage d'heures en classe pour nos enfants et de meilleurs services de soutien aux professeurs et aux élèves. C'est plus d'infirmières dans les hôpitaux et une mise en place plus rapide et plus étendue des groupes de médecine familiale. Enfin, ces montants nous permettraient d'augmenter de façon substantielle le nombre de places en garderie et de procéder à un déploiement plus rapide. La commission Séguin a prouvé hors de tout doute le bien-fondé de notre position. Les deux partis d'opposition se sont d'ailleurs joints à nous dans une motion unanime de l'Assemblée nationale demandant à Jean Chrétien d'entendre l'appel des Québécois pour reconnaître et corriger le déséquilibre fiscal. Le Québec a parlé d'une seule voix. Le gouvernement fédéral doit écouter, c'est la qualité de vie de tous nos concitoyens dont il est question. Nous devons agir maintenant.

Conclusion

Le vrai changement recherché par la population passe par une équipe compétente qui a une vision à offrir. À cet égard, le Parti Québécois présente l'équipe la plus apte à faire progresser le Québec. Les succès des dernières années et de la dernière session témoignent éloquemment de ce que nous pouvons faire ensemble.

Tous les partis auront au cours de la prochaine année à présenter clairement leurs idées, leurs convictions, leur équipe, leur bilan, les moyens qu'ils voudront mettre au bénéfice de la population.

Quel que soit le résultat des élections partielles, je serai là pour diriger une équipe extraordinaire aux prochaines élections générales.

Le Parti Québécois a toujours excellé lorsque les défis étaient grands. Il continuera à le faire. Nous allons faire rêver les Québécois comme jamais nous ne l'avons fait. Ma vie publique a toujours été fondée sur un seul élément qui détermine tout le reste :

l'intérêt supérieur du Québec. Je veux travailler avec toute mon équipe et avec les militants de mon parti pour que l'avenir des Québécoises et des Québécois soit le meilleur possible et vous savez bien que cet avenir passe nécessairement par la souveraineté.

Merci de votre attention.